

Microfinance/ Célébration des 12 ans de Finam

Un bilan réjouissant

F.B.E.M

Libreville/ Gabon

LA Financière africaine de micro-projets (Finam) a 12 ans. Pour célébrer ce parcours, l'établissement bancaire a organisé des festivités samedi dernier, dans un hôtel de Libreville. Responsables de la boîte, travailleurs et partenaires ont compté parmi les personnes présentes à ces réjouissances. Mais au-delà de la fête, la célébration a

aussi été l'occasion pour le directeur général de Finam, Gilbert Mve Assoumou, de retracer le chemin parcouru par son établissement.

De son discours, l'on retiendra que la micro-finance fut créée en février 2005. D'une unique agence à Libreville, à ses débuts, Finam compte désormais 16 succursales réparties dans six provinces du pays, pour un plus de 80 mille clients. Mieux, d'autres services financiers, dont des services d'épargne, le transfert d'argent ou l'as-



Photo : F.B.E.M

Le directeur général de Finam(d), Gilbert Mve Assoumou, dressant le bilan de la structure. A ses côtés, son adjoint, Léonard Gassre.

surance, sont venus s'ajouter au microcrédit, produit initial de la boîte.

Dans ce cheminement également, Finam a pu compter sur des partenariats multiformes : avec des opérateurs de téléphonie mobile, des instances gouvernementales et des opérateurs de transfert d'argent.

Une évolution nécessaire, selon le directeur général, afin d'« offrir aux populations nécessaires une gamme de micro services financiers simples et accessibles », a-t-il expliqué. Avant

d'ajouter que c'est un bilan qui donne à « se réjouir. Car, la réussite et la pérennité d'une entreprise s'évaluent par sa longévité et sa capacité à perdurer...Cet anniversaire signifie que 12 ans après, les porteurs du projet de l'époque ne s'y étaient pas trompés.»

En termes de perspectives, le groupe vise à s'implanter sur l'ensemble du territoire national. Et, pourquoi pas, à conquérir toute l'Afrique. Le Togo, qui compte actuellement huit agences Finam, a déjà débuté cette aventure, .

Tribune libre

L'Afrique subsaharienne face au trumpisme et au macronisme

Par Régis IMMONGAULT*

Libreville/Gabon

LE 7 et 8 juillet prochains, Angela Merkel accueillera à Hambourg le douzième sommet du G20, groupe composé des plus grandes puissances économiques mondiales. L'année dernière, la Chancelière avait exprimé sa volonté de placer l'Afrique au cœur de ce forum, en mettant notamment l'accent sur les investissements du secteur privé dans les infrastructures.

L'initiative, intitulée « G20 Compact with Africa », a été saluée de toute part, et devrait permettre une coordination accrue entre les investisseurs et les pays capteurs de ces investissements. Mais ce sommet nous réservera une autre nouveauté. Il sera l'occasion pour les nouveaux présidents américain et français, Donald Trump et Emmanuel Macron, de travailler ensemble pour la première fois. Les deux hommes semblent incarner deux visions du monde diamétralement opposées : l'un prônant une Amérique centrée sur elle-même, dont le slogan, « America First », est une parfaite illustration ; l'autre une France européenne, ouverte sur le monde. Alors que se poseront pour eux les enjeux de la coopération et du développement de l'Afrique, comment ces deux visions se traduiront-elles en pratique ?

Plusieurs signaux de Washington, dès la prise de fonction du président américain, ont pu sembler être de mauvais augure pour les relations américano-africaines. La rhétorique autocratique du président, et son décret anti-immigration qui visait notamment plusieurs pays du continent (Libye, Somalie, Soudan) ont laissé penser que les Américains pourraient délaisser le continent africain. Il apparaît ainsi que l'implication des Etats-Unis aux côtés de l'Afrique Subsaharienne est fragilisée dans trois domaines en particulier. En matière de commerce extérieur, l'AGO (African Growth and Opportunity Act) pourrait être révisité par le président américain, dans la lignée de sa volonté de renégocier les traités bilatéraux et multilatéraux. L'AGO, mis en place sous Bill Clinton, prévoit notamment un libre accès au marché américain pour les pays africains. L'enjeu est de taille : en 2015, le commerce entre les Etats-Unis et les pays membres de l'AGO s'élevaient à 36 milliards de dollars. En matière de lutte contre le SIDA, le programme Pefar (President's Emergency Plan for Aids Relief) de George W. Bush, pourrait être annulé. Enfin, Trump pourrait remettre en cause le fond Power Africa, fort de 7 milliards de dollars et établi par Barack Obama.

Néanmoins, il existe de bonnes raisons de penser que de nouvelles opportunités vont s'ouvrir, au fur et à mesure que le président américain se familiarisera avec l'Afrique. Les présidents Bush et Clinton avaient eux-mêmes mis quelque temps avant de s'impliquer dans les questions africaines, avant de s'investir décisivement. Trump devrait apporter une nouvelle approche aux relations entre la Maison Blanche et l'Afrique, celle d'un homme d'affaires, prêt à s'impliquer dans des « deals » mutuellement bénéfiques pour les Etats-Unis et l'Afrique sub-saharienne. C'est justement dans ce domaine que l'Afrique présente le plus d'opportunités. Selon la Banque Mondiale, au cours des 25 dernières années, seuls 335 partenariats publics-privés en infrastructure ont été signés en Afrique Subsaharienne, dont 48% de ces projets concentrés dans uniquement quatre pays : l'Afrique du Sud, le Nigéria, le Kenya et l'Ouganda. Autre point positif, le nouveau chef du Département d'Etat, Rex Tillerson, est particulièrement familier avec l'Afrique du fait de son expérience en tant que PDG d'Exxonmobil, la Major pétrolière américaine étant présente dans plus de trente pays africains. Enfin, le président américain a placé la sécurité des américains comme priorité absolue de son

gouvernement. Dans ce contexte, la lutte contre le terrorisme devrait se poursuivre sur le continent: Trump a augmenté les moyens des forces spéciales en Somalie, et l'armée américaine continue d'apporter un soutien logistique et financier vital à l'opération Barkhane au Sahel. Peut-être se laissera-t-il également convaincre de la nécessité de l'aide humanitaire internationale dans la sécurité des américains : comme l'a souligné le mois dernier Bill Gates, dans un article du magazine Time, l'aide américaine est une arme fondamentale contre la diffusion de pandémies globales. La propagation du virus Ebola, parti d'Afrique de l'Ouest en 2014, avait été ralentie par des équipes de luttes contre la polio, déjà présentes sur place, et financées par les Etats-Unis eux-mêmes. Ainsi, le pragmatisme autoproclamé du président américain pourrait créer les conditions pour davantage d'investissement privé dans les infrastructures et pour une coopération renouvelée.

De l'autre côté de l'Atlantique, l'élection d'Emmanuel Macron à la tête de la République française a été perçue dans le monde comme porteuse d'espoir. Ce jeune technocrate, ancien stagiaire à l'ambassade de France à Abuja, a montré tout au long de sa campagne un visage d'ouverture vers notre continent. La presse africaine a par ailleurs dressé de nombreux portraits élogieux à son égard, et il semble être en très bons termes avec plusieurs figures politiques du Continent.

Pour reprendre une expression de Lionel Zinsou, Emmanuel Macron a des idées « extrêmement claires » sur l'Afrique et devrait s'engager pleinement dans les différentes initiatives du continent telles que la création du plus grand fonds d'investissement d'Afrique, initiative de Lionel Zinsou lui-même.

Macron envisage de réformer les relations franco-africaines autour de trois axes : une approche plus globale des échanges, non plus segmentées par domaines (climat, dé-

mocratie, sécurité, commerce etc.) ; la mise sur pied d'un grand partenariat Europe-Afrique-Méditerranée ; la mobilisation du secteur privé, des ONG, et de la diaspora africaine en Europe pour soutenir une recrudescence des investissements européens sur le continent africain.

Si une telle politique aboutissait, elle aurait sans nul doute un impact positif considérable sur les relations franco-africaines. L'approche bilatérale qui a caractérisé les relations entre la France et l'Afrique pourrait laisser place à une approche multilatérale impliquant davantage les autres pays de l'Union Européenne, au premier plan l'Allemagne. Ici, la jeunesse du président pourrait s'avérer décisive dans le dépassement du lourd héritage de la « Francafrrique ». De plus, le président français a répété sa volonté d'investir dans les secteurs d'avenir en Afrique, alors que le nombre de jeunes sur le continent continue de croître. A plusieurs reprises, il a cité les secteurs de l'éducation, de l'entrepreneuriat, du numérique. Enfin, le président Macron a promis une hausse de l'aide au développement, qui devrait être portée à 0,7% du PIB français.

Ces débuts très prometteurs ne doivent pas éluder les défis bien réels. La capacité du président Macron à mettre en œuvre sa politique, notamment étrangère, pour la France dépendra d'élections législatives réussies se traduisant par une majorité claire.

Lors du G20, deux visions et deux approches s'incarneront dans le président américain et français. Une vision bilatérale, orientée vers les affaires et les résultats d'un côté, et une vision multilatérale portée sur le développement et la coopération de long-terme de l'autre.

Face à ces deux hommes, les dirigeants d'Afrique sub-saharienne devront adapter leurs stratégies pour tirer leur épingle de ce grand jeu diplomatique.

*Economiste



Les nouveaux forfaits 4G du Leader!

*Plus de volume, plus de validité.

Volume	Prix	Validité	
20 Mo*	200 F	2 jours	Nouveau
50 Mo	600 F	7 jours	
60 Mo*	500 F	5 jours	Nouveau
100 Mo	1000 F	7 jours	
150 Mo*	1200 F	14 jours	Nouveau
200 Mo	2000 F	30 jours	
500 Mo	3000 F	30 jours	
1 Go	5500 F	45 jours	
Nuit 600 Mo	600 F	00h - 7h	
Week-end 1Go	2000 F	Sam-Dim	

Tapez *222#